

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, comme l'a précisé le secrétaire parlementaire, nous avons étudié, le 3 décembre, la résolution relative à ce projet de loi. Franchement, on peut presque croire que, selon la nouvelle procédure, la présente étape du débat est superflue. Elle ne devrait donc pas prendre trop de temps. Toutefois, après avoir lu mon exposé du 3 décembre, je n'y changerais pas un iota. J'ai également lu les déclarations faites à ce moment-là par le secrétaire parlementaire et par le député de Regina.

J'aimerais souligner ici certains aspects de ces déclarations. Ce projet de loi est très important, avait affirmé le secrétaire parlementaire. J'abonde entièrement dans son sens. Le Canada, à tout prendre, dépend dans une large mesure de ses exportations, peut-être plus que toute autre nation du monde. Le bon fonctionnement du Fonds monétaire international est donc essentiel à l'économie du Canada. Que le système monétaire international connaisse un désordre quelconque, et le Canada s'en ressent immédiatement.

L'autre jour, le ministre a fait preuve de désinvolture, ne s'intéressant qu'avec un certain dédain, une certaine nonchalance à la crise du franc, du mark et de la livre. Ses propos ont été tenus à la Chambre, ou sur le petit écran, autre rouage du gouvernement, mais si ma mémoire est fidèle, le ministre a déclaré: «Ma foi, cela ne nous touche pas vraiment; cette crise sévit en Europe.» Comme le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) vient de me le signaler, nous ne sommes séparés de l'Europe que par 5 heures d'avion. La crise européenne nous touche d'aussi près que le ferait une crise du dollar. Par conséquent, le ministre des Finances (M. Benson) s'est mis le doigt dans l'œil en parlant d'une crise exclusivement européenne.

M. Lind: Y pouvons-nous quelque chose?

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, nous pouvons faire bien des choses. Il est inutile de dire: «Ma foi, cela ne nous touche pas vraiment; cette crise sévit en Europe.» Nous pouvons faire beaucoup pour la bonne administration de notre propre économie. L'honorable député admettra volontiers qu'il y a un principe fondamental pour l'ensemble des relations monétaires internationales; c'est la confiance qu'il faut accorder aux devises. Comment peut-on la perdre? Elle se perd lorsque les pays en cause administrent mal leurs affaires et permettent à l'inflation de se propager. Nous en avons vu les répercussions. Nous avons constaté ce qui est arrivé en

[M. Gray.]

Grande-Bretagne et ici même au Canada. Nous le constaterons de nouveau, à moins que le ministre des Finances ne décide de s'occuper enfin de l'administration financière.

Il y a quelque temps, le ministre des Finances a eu la témérité de se montrer à la télévision et de dire qu'il connaissait les problèmes et qu'il détenait les solutions; toutefois, depuis lors, la bourse n'a fait que baisser et les taux d'intérêt monter.

Une voix: Dans le monde entier.

L'hon. M. Lambert: Mais même au Canada. Pourquoi le ministre a-t-il dit qu'il distinguait clairement le problème et qu'il l'avait résolu alors que ce n'était pas exact. Il ne savait même pas que le problème existait. Ensuite, il se tourne vers les provinces et les exhorte à comprimer leur budget et leurs dépenses et fait de même à l'égard des municipalités. Puis, il a le toupet de venir nous dire ici que l'an prochain nos dépenses dépasseront de 900 millions de dollars celles de l'an dernier. C'est pourquoi je soutiens que le Canada a une position très vulnérable à deux égards. D'abord parce que nous dépendons dans une très grande mesure de notre commerce international. Il suffit que quelque chose arrive aux devises de la Grande-Bretagne, de la France, ou de n'importe quel autre pays pour que nous en subissions durement le contrecoup soit du fait des surtaxes à l'importation, soit du fait des restrictions imposées au commerce.

Deuxièmement, si notre situation est mise en doute, si on manque de confiance dans le dollar parce que le gouvernement n'est pas digne de foi, nous en deviendrons d'autant plus vulnérables. Soit dit en toute franchise, c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons présentement. Depuis notre débat, il s'est produit un événement qui, je le crois, pourra être utile au ministre. J'en ai parlé dans mes remarques. Je suis heureux que les États-Unis et le Canada soient convenus de faire disparaître le plafond sur les avoirs canadiens en dollars américains. J'espère qu'ainsi notre gouvernement pourra, du moins en partie, mieux administrer les finances canadiennes. Mais les droits de tirage spéciaux prévus dans ce bill ne sont qu'un palliatif; ils ne vont pas à la racine du mal. J'imagine que l'accumulation de devises particulières aiderait temporairement à étayer la confiance à leur égard mais, je le répète, la force de telle ou telle devise tient essentiellement à la confiance qu'elle inspire sur le marché mondial. J'ai signalé que le degré de confiance accordé à sa monnaie reflète l'efficacité et l'habileté de la direction d'un pays.